



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Conférence de Presse du Premier ministre François FILLON

Visite en République Arabe Syrienne

Questions / Réponses

Damas, samedi 20 février 2010

BENJAMIN SPORTOUCH - AGENCE FRANCE PRESSE :

Monsieur François FILLON, est-ce que vous avez évoqué avec votre homologue et avec le président syrien le cas de Clotilde REISS qui est toujours retenue à Téhéran. Est-ce que la Syrie accepte à nouveau de faire une médiation comme l'avait fait au mois d'août dernier. Et enfin avez-vous évoqué la question des droits de l'homme en Syrie avec le Président AL-ASSAD et le Premier ministre, l'opposition politique ici étant difficilement audible. Merci.

FRANÇOIS FILLON :

J'ai effectivement évoqué avec le président AL-ASSAD hier soir la question des droits de l'homme, la France évoque cette question lorsqu'elle l'estime nécessaire, et nous avons eu une conversation franche et directe sur ce sujet. J'ai évoqué également la question de Clotilde REISS, injustement détenue en Iran, je l'ai fait pour remercier le gouvernement syrien, qui a relayé le message du gouvernement français auprès du gouvernement iranien.

Madame REISS est une jeune femme innocente, qui n'a aucune raison d'être détenue et qui doit être libérée dans les meilleurs délais et sans condition. Voilà tout simplement le message que nous passons au gouvernement iranien et je veux encore une fois remercier le Président AL-ASSAD de nous avoir aidés à relayer ce message.

JOURNALISTE DE LA TELEVISION NATIONALE SYRIENNE :

Monsieur François Fillon, vous avez confirmé avant votre venue à Damas, votre espoir de fonder un partenariat global entre la Syrie et la France. Sur quels éléments fondez-vous cet espoir ?

FRANÇOIS FILLON :

Ca n'est pas parce que nous avons des désaccords que nous ne devons pas parler ensemble et rechercher comment justement faire disparaître ces désaccords. C'est quand on ne se parle pas que les tensions augmentent, et que les risques d'incompréhension et de conflit surgissent. Et le choix que nous avons fait avec le Président de la République c'est de parler avec la Syrie, franchement et sincèrement. La Syrie a des positions, elle les défend, nous avons les nôtres, nous les défendons et nous essayons de rapprocher nos points de vue. Ce que nous constatons depuis que nous avons pris cette initiative c'est que beaucoup de sujets qui étaient des sujets difficiles, des sujets de blocage, des sujets d'incompréhension, entre nous, ce sont considérablement améliorés. J'ai évoqué la situation au Liban, j'ai évoqué les efforts pour relancer le processus de paix, et en particulier pour relancer le dialogue entre la Syrie et Israël, tout ceci ce sont des points positifs qui montrent que nous avons eu raison d'engager ce dialogue et de faire confiance au fond à la sagesse des uns et des autres dans le cadre d'un échange qui est un échange franc, qui est un échange transparent, qui est un échange sincère. La Syrie est un grand pays, c'est un vieux pays, c'est un pays puissant, c'est un pays dont l'économie est en plein développement, il a évidemment un rôle absolument clé à jouer pour la stabilité et pour la prospérité du Proche Orient. Sans la Syrie il n'y a aucune chance que cette stabilité et cette prospérité ne s'installent de façon durable. Voilà. Et donc il y avait toutes les raisons pour la France d'engager ce dialogue et ce partenariat. Et encore une fois je l'ai dit tout à l'heure, je constate avec beaucoup d'intérêt que ce dialogue, après avoir été beaucoup critiqué, est aujourd'hui suivi, imité par beaucoup d'autres et je me réjouis qu'en particulier les Etats-Unis aient finalement choisi la même voie que celle que la France avait choisie il y a deux ans.

Yael GOOSZ - EUROPE 1 :

Question au Premier ministre François FILLON. Est-ce que l'affaire du Mossad est de nature à ternir les relations de la France avec Israël. On sait qu'un passeport français a été utilisé

pendant l'opération à Dubaï. Et puis nous avons appris il y a deux heures le suicide par pendaison dans sa cellule de Jean-Pierre TREIBER. Est-ce que selon vous la responsabilité de l'administration pénitentiaire est en cause, dans une affaire on le sait qui a défrayé la chronique après sa longue cavale ?

FRANÇOIS FILLON :

Je ne connais pas tous les tenants et les aboutissants de cette affaire de Dubaï. Et j'espère que toute la lumière sera faite sur les responsabilités des uns et des autres dans cet assassinat. Ce que je veux dire d'abord c'est que la France condamne l'assassinat. L'assassinat n'est pas un mode d'action en matière de relations internationales. Et tous les assassinats, d'où qu'ils viennent, quels que soient ceux qui les commanditent, doivent être condamnés. La France condamne la violence d'une façon générale, l'usage de la violence dans les relations internationales et tout particulièrement ses pratiques. Deuxièmement, comme les Britanniques et comme les Allemands nous avons demandé aux autorités israéliennes des explications puisqu'un passeport français a été utilisé dans le cadre de cette opération. Et naturellement nous voulons connaître toute la vérité sur ce sujet.

Sur la deuxième question qui concerne vraiment les affaires franco-françaises j'ai appris comme vous il y a quelques instants le suicide de monsieur TREIBER. Vous comprendrez que je n'ai pas d'élément pour vous dire quelles sont les responsabilités dans ce suicide. Je vous répondrai quand j'aurai plus d'éléments pour le faire.

Un dernier mot, peut-être, pour reprendre le sujet de la situation en Iran par rapport à la question qui était posée tout à l'heure. Il va de soi que la France a une vision un peu différente de celle de la Syrie sur la situation en Iran, s'agissant de la question nucléaire. Nous avons pris connaissance du nouveau rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien, il est très préoccupant, il décrit avec beaucoup de précisions la poursuite des activités d'enrichissement de l'Iran qui sont des activités qui violent très directement les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Nous avons fait des propositions à l'Iran depuis plusieurs mois pour dialoguer et pour coopérer. Pour le moment toutes ces propositions ont été refusées et donc avec nos partenaires nous n'avons pas d'autres choix, au vu de ce constat, et si la situation n'évolue pas que de rechercher l'adoption dans les prochaines semaines de nouvelles mesures par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

JOURNALISTE DE AL-MANAR :

Monsieur le Premier ministre. Il est clair que la France veut jouer un rôle dans la reprise des négociations entre la Syrie et Israël. Mais, dans le même temps, la Syrie souhaite que la France apporte son soutien aux discussions déjà engagées par l'intermédiaire de la Turquie. Est-ce qu'il y a des éléments nouveaux sur cette question compte tenu des menaces actuelles d'Israël sur le Liban et la Syrie ?

FRANÇOIS FILLON :

Le Président AL-ASSAD m'a redit hier son souci de voir la France prendre des initiatives en liaison avec la Turquie. Le Président de la République française a indiqué à plusieurs reprises que la France y était tout à fait disposée. Nous souhaitons aussi que la Turquie joue un rôle important de médiation dans la recherche de solutions au conflit du Proche Orient. Ce conflit dure depuis trop longtemps, les solutions pour le résoudre sont des solutions qui sont connues, la France les défend, elle les soutient, et nous nous pensons qu'il n'y a pas de temps à perdre. Et que le temps n'est l'allié de personne dans cette affaire. Et toutes les bonnes volontés sont

évidemment les bienvenues, et nous aurons dans les prochaines semaines des conversations avec le gouvernement syrien, avec le gouvernement israélien, avec le gouvernement turc pour voir comment reprendre, dans les meilleurs délais, ce processus de dialogue.